

Les associations
ALF, ALLIANCE CHAMPLAIN,
AFRAV, COURRIEL,
LE FRANCAIS EN PARTAGE

à

Son Excellence
Monsieur le Président de la République
Palais de l'Elysée

OBJET : demande d'audience

Monsieur le Président de la République,

Les signataires de la présente lettre, représentants d'associations de défense et de promotion de la langue française et de la francophonie, ont noté avec beaucoup de satisfaction vos récentes et fortes prises de position au sujet de l'avenir de la langue française à l'étranger et sur notre sol, telles qu'elles apparaissent dans certaines de vos récentes déclarations. Ils relèvent, en particulier, cette réponse aux journalistes du site « français » SLATE.fr : « ... *Je suis attaché à la langue française et à la francophonie [...] Je défendrai partout l'usage du français* ». Ils ont constaté en outre que Madame Benguigui est spécialement chargée de la Francophonie dans le gouvernement de M. Jean-Marc Ayrault, et que vous considérez l'espace francophone comme une chance majeure pour le redressement de notre pays.

Nous sommes d'autant plus ouverts à un engagement fort du nouveau gouvernement sur ces questions que ***nous dressons un constat accablant de la situation linguistique actuelle de notre pays*** : en tous domaines, une grande partie de nos élites politico-économiques sacrifient la langue de Molière et de Victor Hugo au « tout-globish » des affaires. L'Union européenne, ignorant ses propres traités, favorise ouvertement la langue anglaise et marginalise les autres langues de l'Union. Indépendamment du jugement que l'on peut porter sur l'action du précédent Président de la République sur d'autres terrains, son bilan linguistique est consternant : Mmes Christine Lagarde, Valérie Pécresse, MM. Luc Chatel, Bernard Kouchner, sans parler de M. Jean-François Copé, chef de la majorité parlementaire sortante, se sont livrés à un harcèlement tous azimuts contre la langue française, pourtant « langue de la République » aux termes de l'article II de la Constitution, en valorisant le tout-anglais dans les domaines économique, commercial, scientifique, éducatif, alors même qu'ils prétendaient par ailleurs se poser en protecteurs de l' « identité nationale ». La majorité parlementaire sortante a même enterré une demande de commission d'enquête sur la situation linguistique de notre pays. Pour ne prendre que deux exemples particulièrement significatifs pour la jeunesse de notre pays, est-il normal que le Service public de l'audiovisuel français se fasse le plus souvent représenter au concours de l'eurovision par des chanteurs s'exprimant en anglais ou en bilingue franco-anglais ? Est-il admissible que la SNCF, « France Telecom » (sans accents ni trait d'union), « Airfrance » (sic) choisissent de nommer en anglais la quasi-totalité de leurs nouveaux produits, y compris quand ils « ciblent » leurs usagers francophones ? Quel mépris pour ceux-ci et pour les Français qui parlent une autre langue étrangère que l'anglais !

C'est ainsi que nous souhaitons très vivement que l'œuvre de « redressement national » dont vous vous réclamez comporte centralement une dimension culturelle et linguistique.

Nous souhaitons en outre que le souci légitime de promouvoir les langues régionales de France, patrimoine de toute la nation, ne serve pas d'alibi ethnolinguistique à certains groupes économiques ou politiques organisés pour déstabiliser et, à terme, pour évincer la langue française sur tout ou partie du territoire national. Notre souci n'est évidemment pas de refuser la diversité linguistique. Nous faisons nôtre l'heureuse formule d'Umberto Eco : « *la langue de l'Europe, c'est la traduction* ». Nous entendons ***combattre avec votre haut et ferme soutien une forme insidieuse de totalitarisme linguistique qui, à moyen, voire à court terme, peut détruire ce socle commun de la nation républicaine qui est aussi le premier de tous nos Services publics : la langue française.***

C'est pourquoi nous sollicitons de votre haute bienveillance une audience dans un délai que nous souhaitons le plus court possible.

Associer, dans leur diversité, les associations de promotion du français à l'œuvre urgente de sauvetage de notre langue, aujourd'hui durement menacée sur son sol natal, donnerait à tout le pays un signal positif de résistance et d'engagement au service de la Nation, de sa continuité républicaine, ainsi que de son ouverture à la francophonie internationale et à la diversité culturelle mondiale.

Il va de soi qu'à la suite de l'entretien sollicité, nous serons demandeurs de rencontres ultérieures avec Mmes et MM. les ministres chargés de l'Education nationale, des Universités et de la Recherche, du Redressement productif, de la Culture et de la communication, des Affaires étrangères et de la Francophonie. Nous souhaiterions aussi nous entretenir avec M. le Ministre de la Défense nationale. Nous avons en effet appris que les ministres précédents ont laissé s'installer l'habitude de prises d'armes de l'Armée française en anglais. Certains des hauts cadres de la Défense ont même suggéré que cette langue étrangère devienne la langue de travail ordinaire des militaires français !

Nous vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression des espoirs que nous plaçons en vous et de notre très haute considération.

Signataires :

- **ALF** - Avenir de la langue française, Président : **Albert SALON, ancien ambassadeur**
- **ALLIANCE CHAMPLAIN** (Nouméa) - Président : **Daniel MIROUX**
- **AFRAV** - Association Francophonie Avenir, Président : **Régis RAVAT, militant syndical**
- **COURRIEL**, Collectif Unitaire Républicain pour la Résistance, l'Initiative et l'Emancipation linguistique, Président : **Georges GASTAUD, Philosophe**
- **LE FRANCAIS EN PARTAGE** - Président : **Denys FERRANDO DURFORT**

Le 5 juin 2012

Adresse pour la réponse : Georges GASTAUD - 10, rue Grignard - 62300 LENS